



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**SUIVI METROLOGIQUE DES EQUIPEMENTS ET INSTRUMENTS DE MESURE DES LABORATOIRES
D'ESSAIS DES TROIS SITES DU STAC**

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de consultation : 2025STAC01

Procédure de passation : procédure de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124.1, L2124.2, R2124.1 et R2124.2 et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Table des matières

Article 1 -	PREAMBULE - CONTEXTE.....	3
Article 2 -	CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	3
2.1	Objet de l'accord-cadre	3
2.2	Procédure de passation	3
2.3	Forme de l'accord-cadre	3
2.1	Montant de l'accord-cadre	3
2.2	Allotissement	5
2.3	Durée de l'accord-cadre	5
2.4	Lieux d'exécution.....	5
2.5	Documents contractuels.....	6
2.6	Modalités d'exécution des prestations	6
2.6.1	Représentation des parties	6
2.6.2	Conditions d'exécution	6
2.6.3	Obligations du titulaire.....	8
2.6.4	Responsabilité du titulaire	8
2.6.5	Clauses environnementales	8
2.6.6	Obligation de confidentialité	8
2.6.7	Clause de réexamen	9
2.6.8	Constatation de l'exécution des prestations	9
2.6.9	Pénalités.....	9
2.7	Régime financier	10
2.7.1	Forme et contenu des prix	10
2.7.2	Révision des prix	10
2.7.3	Modalités financières	12
2.7.4	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	13
2.8	Dispositions diverses.....	14
2.8.1	Echanges dématérialisés	14
2.8.2	Langue	14
2.8.3	Sous-traitance	14
2.8.4	Propriété intellectuelle.....	15
2.8.5	Assurances.....	15
2.8.6	Autres obligations administratives.....	15
2.8.7	Résiliation	16
2.8.8	Exécution aux frais et risques du titulaire	16
2.8.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .	16
2.8.10	Différends	18
2.8.11	Litiges et contentieux	18
2.9	Dérogations au CCAG.....	18

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE

Le service technique de l'aviation civile (STAC), service de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) elle-même rattachée au ministère chargé des transports, est chargé des questions techniques aéroportuaires et aéronautiques sur tout le territoire national, en métropole et outre-mer. Dans le cadre de ses recherches et du développement de son expertise, le STAC dispose de moyens spécifiques d'essai au travers de différents laboratoires dans les domaines d'activité tels que, infrastructures aéroportuaires, environnement, sécurité et sûreté. Ces laboratoires sont répartis sur trois sites (Bonneuil-sur-Marne, Biscarrosse et Toulouse).

Les laboratoires d'essais du STAC doivent dans le cadre de leurs activités assurer la traçabilité des mesurages réalisés. Cette traçabilité est assurée si l'ensemble des équipements et instruments de mesure utilisés pour effectuer les essais est périodiquement étalonné, y compris ceux servant à la réalisation de mesures annexes (contrôles des conditions ambiantes par exemple) est périodiquement étalonné.

Article 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

2.1 *Objet de l'accord-cadre*

L'accord-cadre a pour objet principal le suivi métrologique des équipements et instruments de mesure des laboratoires d'essais des 3 sites du STAC.

2.2 *Procédure de passation*

La consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 ainsi que R.2124-2 (1°) et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code précité.

2.3 *Forme de l'accord-cadre*

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services. Par conséquent, le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) s'applique.

Codes CPV de la consultation :

50433000-9 Service d'étalonnage

2.1 *Montant de l'accord-cadre*

Il est conclu sans montant minimum.

Les montants estimés par lot sont les suivants :

N° lot	Objet	Montant estimé (en € HT)	Montant maximum (en € HT)
1	Domaine « Acoustique et ultrasons » Familles « Calibrateurs acoustiques » / « Systèmes de mesures acoustiques » (sonomètres)	96 534 €	129 900 €
2	Domaine « Acoustique et ultrasons » Familles « Calibrateurs acoustiques » (calibrateurs multifonctions) / « Systèmes de mesures acoustiques » (analyseurs acoustiques et microphones associés)	43 866 €	59 000 €

3	Domaines « Température » / « Hygrométrie » Domaine « Fluides en écoulement » - Sous-domaine « Vitesse d'écoulement » Domaine « Pression et vide » - Sous-domaine « Pression absolue – pression différentielles – pression relative »	78 519 €	106 000 €
4	Domaine « Equipements industriels et produits d'ingénierie » Sous-domaine « Enceintes climatiques »	19 608 €	26 400 €
5	Domaine « Force et couple »	4 074 €	5 500 €
6	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements mobiles	7 800 €	10 500 €
7	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements fixes (BONNEUIL-sur-MARNE)	7 158 €	9 600 €
8	Domaine « Masse et volume » Sous-domaine « Masse » pour équipements fixes (BISCARROSSE)	19 056 €	25 600 €
9	Domaine « Fluides en écoulement » Sous-domaine « Débitmétrie liquide »	5 298 €	7 200 €
10	Domaine « Accélérométrie, vitesse et déplacements »	31 122 €	42 000 €
11	Domaine « Dimensionnel » Familles « Instruments de mesure d'angles » / « Instruments de mesure de longueur » pour équipements mobiles	8 226 €	11 000 €
12	Domaine « Dimensionnel » Famille « Générateurs d'angle » pour équipement fixe (TOULOUSE)	18 300 €	25 000 €
13	Domaine « Pression et vide » Sous-domaine « Pression absolue – pression différentielles – pression relative »	3 312 €	4 500 €
14	Domaine « Temps et fréquence »	9 195 ² €	12 400
15	Domaine « Masse et volume » Sous domaine « Volume » pour équipements électronique (BONNEUIL-sur-MARNE)	4 290 €	5 800 €
16	Domaine « Masse et volume » Sous domaine « Volume » pour équipements mécanique (BISCARROSSE)	3 510 €	4 800 €
17	Domaine « Rayonnements ionisants »	5 472 €	7 400 €
18	Domaine « Electricité courant continu et basse fréquence » Sous-domaine « Courant continu » / « Courant alternatif »	3 330 €	4 500 €
19	Domaine « Optique » Sous-domaine « Radiométrie-Photométrie »	106 386 €	144 000 €

2.2 Allotissement

L'accord-cadre est alloti et contient dix-neuf (19) lots détaillés dans l'article 5.1.1. « Composition des lots » du CCTP. Chaque lot est défini selon le document COFRAC LAB INF 99, réversion 16, et constitué d'équipements et instruments de mesures entrant dans le même domaine d'étalonnage avec pour certain, des sous domaines et une famille définis dans le tableau décrit dans l'article 3.1. du CCTP.

Pour chaque lot, deux (2) types de prestation sont à prendre en compte :

- une prestation de base, dénommée "prestation courante",
- une prestation complémentaire, dénommée "prestation ponctuelle", qui couvrira les prestations non incluses dans la "prestation courante".

2.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet pour une durée de 12 mois à compter de la date de sa notification, réputée être sa date anniversaire. Il est reconductible tacitement trois (3) fois par nouvelles périodes de 12 mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est avisé au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans cette hypothèse, les bons de commande émis avant la date de fin de validité de l'accord-cadre, continuent à s'exécuter jusqu'à six (6) mois maximum au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

2.4 Lieux d'exécution

Les prestations se dérouleront :

- soit dans les locaux du titulaire indiqués dans l'acte d'engagement du lot concerné ;
- Soit sur l'un des trois sites du STAC :

a) Site de Bonneuil-sur-Marne

31 Avenue du Maréchal Leclerc
94380 BONNEUIL-SUR-MARNE

b) Site de Toulouse

9, Avenue du Docteur Maurice Grynfolgel
31100 TOULOUSE

OU

Direction de la technique et de l'innovation (DSNA/DTI)
Bâtiment U – Laboratoire « Aides visuelles »
1 avenue du Docteur Grynfolgel
31100 TOULOUSE

c) Site de Biscarrosse

Centre de tests de Biscarrosse
1513 Avenue de la plage
40 600 BISCARROSSE.

Modalités d'accès

L'accès aux sites du STAC est contrôlé et nécessite la présentation d'une pièce d'identité, modalités particulières pour le site de Biscarrosse cf annexe 1 au CCAP. Le titulaire de l'accord-cadre ou son transporteur doit informer le responsable du laboratoire ou son représentant, au plus tard 5 jours ouvrés (1 semaine) avant la date de son passage, afin que ce dernier en informe le poste de garde.

Les livraisons sur le site de Bonneuil sur Marne se font exclusivement le matin.

Tout déplacement du titulaire ou de son transporteur, de son entrée dans l'enceinte d'un des sites du STAC à sa sortie, est réalisé sous l'accompagnement d'un agent du STAC

2.5 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé électroniquement, accompagné de son annexe financière (pour chaque lot le cas échéant) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 (CCAG FCS), téléchargeable sur Légifrance à cette adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- L'offre technique du titulaire (pour chaque lot le cas échéant) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ainsi que leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande émis par la DGAC et notifiés au titulaire ;
- Les échanges écrits (mails, comptes-rendus de réunions, ...) lorsqu'ils comportent des éléments impactant le bon déroulement des prestations.

2.6 Modalités d'exécution des prestations

2.6.1 Représentation des parties

2.6.1.1 Représentation de l'acheteur

Le Responsable Qualité du service technique de l'aviation civile, représente l'acheteur pour le suivi de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie au titulaire toute modification d'interlocuteur(s).

2.6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG FCS, dans l'offre du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur, de toute modification d'interlocuteur(s) désigné(s).

2.6.2 Conditions d'exécution

2.6.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède au remplacement dans le délai de 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Il s'assure que le remplaçant a reçu une connaissance suffisante des prestations à effectuer. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

2.6.2.2 Délais d'exécution des prestations

Le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire ou, le cas échéant, à la date fixée directement dans le bon de commande.

2.6.2.3 Prolongation des délais d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits dans les quinze jours suivant leur apparition et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de quinze jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues au CCAG de référence.

2.6.2.4 Émission des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande transmise.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont établis sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, et après application, le cas échéant, des modalités de révision des prix fixées dans le présent document.

Des prestations, non détaillées dans l'annexe financière, entrant dans le périmètre opérationnel de l'accord-cadre, peuvent faire l'objet de bons de commande établis sur la base de devis fournis par le titulaire à la demande de l'acheteur. Le cas échéant, les prix du devis ne sont pas révisés.

Chaque bon de commande comporte au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre
- La date et le numéro du bon de commande
- L'adresse de facturation
- Le numéro de SIRET de la DGAC : 120 064 019 00074
- Le code service exécutant : 03
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le taux et le montant de la TVA applicable
- Le montant total hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) des prestations commandées
- Les dates et lieux d'exécution des prestations commandées
- Le cas échéant, la référence du devis

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande notifié avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

2.6.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

La forme du groupement n'est pas imposée. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette notification devient le nouveau mandataire du groupement.

2.6.3 Obligations du titulaire

2.6.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels en lien avec l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et se matérialise, le cas échéant, par un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

2.6.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

2.6.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise au respect des mesures de sécurité mises en place sur le lieu d'exécution des prestations, qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

2.6.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

2.6.5 Clauses environnementales

L'ensemble des livrables et des documents relatifs à l'exécution financière (bons de commande, factures) de l'accord-cadre est expédié sous forme dématérialisée.

Par ailleurs, les moyens de communications à distance (téléphone, visio) sont utilisés, dans la mesure du possible, pour les réunions de travail entre l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre.

2.6.6 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre au tort du titulaire.

2.6.7 Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1, R.2194-2 et R.2194-6 du code de la commande publique, il est prévu une clause de réexamen dans les circonstances suivantes :

- En cas de prestations complémentaires devenues nécessaires à la réalisation des prestations.
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre du fait d'une cession du marché public ou à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, sous réserve que les autres conditions de l'accord-cadre demeurent inchangées. Dans ces circonstances, après avoir été informée par le titulaire de l'accord-cadre de la situation, la direction générale de l'aviation civile signifie par écrit (courriel) son accord de principe à la substitution du titulaire initial. Le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial. Pour effectuer le transfert de l'accord-cadre, la direction générale de l'aviation civile envoie au titulaire un acte de transfert à remplir et à lui retourner signé. La substitution effective s'opérera à compter de la signature par la direction générale de l'aviation civile de l'acte de transfert qui lui aura été remis, sous réserve que le nouveau titulaire lui ait transmis l'ensemble des documents administratifs demandés dans l'acte de transfert.
- En cas de disparition des indices de révision des prix en cours d'exécution de l'accord-cadre, de nouveaux indices sont introduits par ordre de service, sans qu'il soit besoin d'établir d'avenant.
- En cas de modification de l'imputation budgétaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, la prise en compte est réalisée par ordre de service transmis au titulaire par l'acheteur pour information, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au présent accord-cadre.

2.6.8 Constatation de l'exécution des prestations

2.6.8.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations, qui doivent répondre aux stipulations de l'accord-cadre, après remise du rapport d'étalonnage et/ou et/ou constat de vérification.

2.6.8.2 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend l'une des décisions suivantes : admission, ajournement, réfaction ou rejet, en application des articles 29 et 30 du CCAG FCS, dans un délai de quinze jours à compter de la mise en service.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, la constatation du service fait par le service technique de l'aviation civile vaut décision d'admission des prestations.

L'admission prend effet à la date de sa notification au titulaire ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la mise en service.

2.6.9 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG de référence :

- les pénalités sont dues dès le premier euro
- leur montant n'est pas plafonné

Les pénalités ne sont pas soumises à l'application de la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses

obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété par le titulaire ou ses sous-traitants, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit (courriel), le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise l'objet et le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que la situation n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées selon les dispositions précisées aux articles suivants.

2.6.9.1 Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel de réalisation est expiré.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

2.6.9.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

S'il est constaté que les prestations relatives à la livraison des rapports d'étalonnage ont été assurées mais ne sont pas conformes aux engagements contractuels, le titulaire encourt une pénalité équivalente à 30% de la valeur HT des prestations en cause figurant sur le bon de commande.

2.7 Régime financier

2.7.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont détaillés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Ils s'entendent en euro HT et TTC.

Les prix fixés dans l'annexe financière sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations
- le suivi contractuel du marché
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

2.7.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. La date de remise de l'offre par le titulaire est réputée être la date limite de remise des offres (DLRO).

Les prix (hors frais de transport) sont révisables. Le cas échéant, ils font l'objet d'une révision à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre, selon les formules ci-après :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,525 \times (\text{ICHT IME} / \text{ICHT IME}_0) + 0,35 \times (\text{FSD3} / \text{FSD3}_0)]$$

Pour les lots 4, 7, 8, 10, 12 de l'accord-cadre la formule inclura les frais de déplacement et sera la suivante :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,525 \times (\text{ICHT IME} / \text{ICHT IME}_0) + 0,15 \times (\text{FSD3} / \text{FSD3}_0) + 0,10 \times (\text{FSD1} / \text{FSD1}_0) + 0,10 \times (\text{1870} / \text{1870}_0)]$$

P = prix révisé

P₀ = Prix établi lors de la remise de l'offre

I = dernière valeur de l'indice connue à la date de révision

I₀ = valeur de l'indice du mois zéro soit la date de notification du marché.

1870 : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Gazole – Identifiant 001764283 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764283>

Dans lesquelles :

ICHT IME = dernière valeur connue et publiée sur le site internet de l'INSEE, à la date d'établissement du bon de commande, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques- Base 100 en décembre 2008 - identifiant 001565183 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

FSD3 = dernière valeur connue et publiée sur le site internet du MONITEUR pour le mois Mo, de l'indice de prix de Frais et services divers – modèle de référence n° 3 – Base 100 en 2004.

ICHT IME₀ = dernière valeur connue et publiée sur le site internet de l'INSEE pour le mois Mo, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques- Base 100 en 2008 - identifiant 001565183 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

FSD3₀ = dernière valeur connue et publiée sur le site internet de l'INSEE pour le mois Mo, de l'indice de prix de Frais et services divers – modèle de référence n° 3 – Base 100 en 2004.

La révision des prix intervient à la demande du titulaire, au plus tard dans un délai de 2 mois suivant la date anniversaire du marché. A l'appui de sa demande, le titulaire fournit à l'acheteur une nouvelle annexe financière comportant les prix révisés ainsi que les informations nécessaires au contrôle et à la validation des calculs par l'acheteur (notamment la valeur des indices). Après validation par l'acheteur, les prix de l'accord-cadre sont modifiés par simple substitution de l'annexe financière sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Le titulaire dispose d'un délai maximum de 2 mois à compter de la date anniversaire du marché, pour faire parvenir sa demande de révision des prix à l'acheteur. Passé ce délai, le titulaire est réputé y renoncer.

Lorsque la révision des prix conduit à une baisse des prix, l'acheteur peut l'imposer par simple substitution de l'annexe financière sans qu'il soit besoin d'établir un avenant. Le cas échéant, l'acheteur communique la nouvelle annexe financière au titulaire, sans que celui-ci ne puisse s'opposer à l'application de la révision des prix.

En cas de disparition des indices IP et IS ci-dessus en cours d'exécution de l'accord-cadre, de nouveaux indices sont introduits par ordre de service, sans qu'il soit besoin d'établir d'avenant.

Conformément à l'article du 10.2.3 du CCAG FCS, lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

2.7.3 Modalités financières

2.7.3.1 Répartition des paiements

Chaque prestation réceptionnée par l'acheteur donne lieu à demande de paiement émise par le titulaire. Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire. Aucun frais autres que ceux mentionnés à l'annexe financière à l'acte d'engagement n'est admis (frais de facturation par exemple)..

Le paiement est effectué par virement sur le compte du titulaire.

2.7.3.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

2.7.3.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro SIRET de la DGAC : 120 064 019 00074
- La date et le lieu d'exécution des prestations réalisées
- La désignation et la quantité des prestations réalisées
- Le taux et le montant de la TVA applicable
- Le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) des prestations réalisées

- Les références du compte bancaire du titulaire

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

1) Mode portail :

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Le titulaire envoie ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_contact

Attention : Dans Chorus-Pro, la DGAC est considérée comme un service "hors Etat", il faudra cocher "non" dans la zone "le destinataire est-il un service de l'Etat ?"

2.7.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'une convention d'indemnisation signée par les deux parties.

La durée de cette convention d'indemnisation est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans la convention.

La convention d'indemnisation conclue sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

2.8 Dispositions diverses

2.8.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

2.8.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites et orales durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français.

2.8.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire reste seul et unique interlocuteur de l'administration ; il est responsable des prestations réalisées par ses sous-traitants et partenaires éventuels.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du formulaire DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire ou les membres d'un groupement doivent inclure dans leurs contrats de sous-traitance les clauses du présent CCAP, notamment celles concernant la propriété intellectuelle et la confidentialité.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze jours à compter de la réception de la demande.

2.8.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution du présent accord-cadre (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Par dérogation à l'article 34 du CCAG FCS, l'intégralité des rapports d'étalonnage et/ou constats de vérification produits par les titulaires de l'accord-cadre sont la propriété exclusive du STAC.

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

2.8.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

2.8.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur, à l'adresse suivante :

pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Sur demande de l'acheteur, tous les six mois à partir de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution, le titulaire met à disposition les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante :

pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire

avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est acquitté, le cas échéant, du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

2.8.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus par le code de la commande publique et le CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour non-remplacement d'un ou plusieurs intervenants, conformément à l'article « remplacement des intervenants » du présent CCP.

2.8.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

2.8.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire

doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - article L.4531-1 du code du travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant. En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile. L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations. Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre, les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ainsi que la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L.2195-2 du code de la commande publique. Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation à la suite de l'annulation d'un bon de commande :

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées. Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) et de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire. Le pourcentage est de 20% si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution de l'accord-cadre.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées à l'article 46.2 du CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (Ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...). Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

Les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

2.8.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

2.8.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Melun, situé 43 rue du Général de Gaulle – Case postale n°8630 – 77008 Melun cedex.

2.9 Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2.6.1.2 Représentation du titulaire	3.4.1	Désignation des représentants du titulaire dans son offre (et non à la notification du marché).
2.6.8.2 Décisions après vérification	30.1	La constatation du service fait par le service technique de l'aviation civile vaut décision d'admission des prestations.
2.6.9 Pénalités	14	Les pénalités sont dues dès le 1 ^{er} euro et leur montant n'est pas plafonné. Le montant des pénalités des retard est de 100 € par jour ouvré de retard constaté.
2.8.4 Propriété intellectuelle	34	L'intégralité des rapports d'étalonnage et/ou constats de vérification produits par les titulaires de l'accord-cadre sont la propriété exclusive du STAC.

ANNEXE 1



SERVICE TECHNIQUE DE L'AVIATION CIVILE

DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCÈS / LABORATOIRES DE BISCARROSSE

REQUEST FOR ACCESS AUTHORIZATION / BISCARROSSE LABORATORIES

DGAC/STAC
DGA-EM / Site Landes
Avenue de la Plage
BP19
40601 Biscarrosse Cedex
France

www.stac.aviation-civile.gouv.fr
Fax +33 (0) 1 49 56 83 88

Madame, Monsieur,

Dear Sir/Madam,

En vu de votre passage au STAC, il est **important** que le Service Sécurité de la DGA-EM reçoive les informations demandées ci-dessous. Ces informations sont **nécessaires** pour l'accès au STAC de Biscarrosse. Le STAC et la DGA-EM garantissent la confidentialité de ces informations.

For your visit to STAC, it is **important** that DGA-EM receives the information requested below. This information is **necessary** for access to STAC locations. STAC and DGA-EM guarantee the confidentiality of information.

Le Visiteur est informé, qu'au titre de l'article 1^{er} du décret N° 2005-1124 du 06 septembre 2005 modifié par le décret 2007-937 du 15 mai 2007, il peut faire l'objet d'une enquête administrative donnant lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnées à l'article 230-6 du code de procédure pénale, pour pouvoir accéder au site de DGA Essais de Missiles, Site Landes.

The visitor is informed that under article 1 of decree No. 2005-1124 of September 6, 2005 as amended by decree 2007-937 of 15 May 2007, it can be an administrative investigation resulting consultation of automated processing of personal data referred to article 230-6 of the code of penal procedure, to access the site DGA-EM/Site Landes.

Prénoms NOM/ First Names SURNAME	Date et lieu de naissance (ville, dépt, pays) / Date and place of birth / (city, state, country)
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Adresse du domicile- code postal- ville / Residence address – ZIP code- City	
<input type="text"/>	
Fonction et nationalité / Position and nationality	N° de passeport ou CNI / Passport or ID card number
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom et adresse de la société / Company name and address	
<input type="text"/>	
N° SIREN/SIRET société / Company ID	N° de téléphone et fax de la société / Company phone number and fax
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Motif de la visite / Purpose of visit	
<input type="text"/>	
Date ou période de visite / Date or period of visit	
<input type="text"/>	
ATTENTION : Toute personne physique devant pénétrer dans l'enceinte de DGA-EM devra, au préalable, de la validation de sa demande d'accès, être soumise à un contrôle primaire (CPR). Ce dernier est diligenté par la DRSD (services de renseignements). La durée de ce CPR est de 6 à 8 semaines. Ce CPR a une validité de 3 ans. Les préavis de visite doivent parvenir au STAC au moins 24 heures avant la venue du visiteur s'il s'agit d'un citoyen français, 7 jours avant pour les ressortissants étrangers dans le cadre LOI, et 1 mois pour les autres cas. The notice must be received by STAC visit at least 24 hours before the visitor's arrival if he is a French citizen, 7 days before for a foreign national, and one month otherwise. Les demandes d'accès parvenues hors délais prévus pourront ne pas être acceptées. Access requests received after the deadline may not be accepted. RAPPELS/RECALL : Tout visiteur de nationalité étrangère doit être pris en charge au Poste Nord par la personne chargée de l'accueillir, et doit être accompagnée en permanence durant les déplacements à l'intérieur du site. Any foreigner must be supported at main entrance by the person responsible for the reception, and must be accompanied at all times within the site.	